

## **INFORMATIONS IMPORTANTES RELATIVES À LA CONFÉRENCE DE GESTION DES AFFAIRES**

Une conférence de gestion des affaires a été affectée à votre affaire de droit de la famille. Les parties et leurs avocats doivent y assister à moins que :

- *Un certificat remplaçant la conférence* (formulaire FM-054) ait été soumis à la cour avant la date de la conférence (ce formulaire est disponible sur le site web de la branche judiciaire : [http://courts.maine.gov/fees\\_forms/forms](http://courts.maine.gov/fees_forms/forms) ou auprès du greffe de toute cour du district. Il ne peut être rempli que lorsque les parties s'accordent sur des dispositions temporaires pour les enfants) ;
- La conférence de gestion des affaires est reportée conformément aux Règles de procédure civile du Maine 110A(3)(A)(ii) ;  
ou
- Les parties se sont accordées sur une modification d'une ordonnance ou d'un jugement existants et ont soumis les documents nécessaires à la cour avant la date de la conférence.

Les questions suivantes feront l'objet d'une discussion à la conférence et une ordonnance pourra être rendue à ce moment-là ou lors d'une audience ultérieure si une motion de mesure provisoire n'a pas été soumise.

1. Dispositions temporaires pour les enfants, y compris le lieu de résidence, le contact entre les enfants et les parents, l'assurance médicale et l'entretien des enfants, la responsabilité provisoire du paiement des dettes périodiques et l'entretien conjugal provisoire (le cas échéant). *Vous devez soumettre le formulaire FM-050, Déclaration sous serment d'entretien des enfants. Il est à remettre au plus tard trois jours avant la conférence.*
2. Problèmes de contentieux.
3. Dates buttoirs pour faire passer l'affaire en résolution, pour l'échange d'informations (communication préalable) et pour la médiation.
4. Paiement des frais, y compris les frais de médiation de la cour et les honoraires des avocats.

### **IL SE PEUT QU'ON VOUS ORDONNE D'ASSISTER À UNE MÉDIATION. VEUILLEZ VENIR À LA CONFÉRENCE PRÊT À PAYER UNE PARTIE DES FRAIS.**

5. Date et heure de la prochaine rencontre à la cour. **Si l'une des parties est défaillante ou si l'affaire implique l'établissement ou l'application d'une obligation d'entretien des enfants, une audience pourrait avoir lieu le jour de la conférence.**
6. Renvoi devant le juge. **Lorsque les responsabilités et droits parentaux sont contestés, les parties peuvent exercer leur droit d'avoir un juge qui détermine les responsabilités et droits parentaux temporaires.** Pour ce faire, une des parties doit soumettre au greffier une requête par écrit avant la conférence ou au moment de la conférence.
7. Les autres questions pertinentes à l'affaire, y compris la participation à un programme d'éducation parentale, le test de paternité, la recherche d'emploi, l'affectation d'un tuteur à l'instance et une évaluation psychologique.

Le magistrat rendra, à la suite de la conférence, une ordonnance de gestion de l'affaire qui déterminera la marche à suivre et pourra rendre d'autres ordonnances, telles qu'une ordonnance temporaire ou une ordonnance qui fait appliquer l'obligation d'entretien des enfants.

---

### **MISE EN GARDE**

**Si vous êtes la partie répondante et souhaitez faire objection à la demande ou la motion, une réponse doit être soumise dans les limites de temps établies par le règlement de la cour. N'attendez pas le jour de la conférence de gestion des affaires pour déclarer vos objections.**

**Vous avez le droit de comparaître et d'être entendu à tous les événements de la cour (procès, audience, conférence, médiation). Si vous manquez de comparaître à chacun ou à tous les événements sans bonne raison, une action pourrait être prise dans le cadre de votre affaire et cela même en votre absence. Cela veut dire que la cour peut, en votre absence, rendre un ordre provisoire/temporaire OU tenir une audience finale et rendre une ordonnance finale ou jugement final concernant une ou toutes les questions relatives à votre affaire, y compris, mais sans limitation, la paternité ou parenté, les responsabilités et droits parentaux des enfants (garde, résidence, contact, visites, etc), l'entretien des enfants, l'entretien/pension alimentaire du conjoint, les honoraires d'avocat et la répartition des biens conjugaux et non conjugaux (dette, immobilier, véhicules, biens personnels, comptes de retraites et de pensions, etc). La cour a également la possibilité de rejeter tout acte de procédure de votre part si vous ne vous présentez pas.**

---